

ACCUEIL / ACTUALITÉ

Myriam Benraad : « Le passé colonial de la France sert à attiser la rancœur »

[Interview] Instrumentalisation de l'histoire, exploitation des caricatures, récupération de l'indignation populaire... Certains dirigeants du monde arabo-musulman exacerbent le sentiment anti-français à des fins de politique intérieure. L'analyse de Myriam Benraad, politologue et spécialiste du monde arabe.

Interview Anne Guion

Publié le 31/10/2020 à 19h58 | Mis à jour le 01/11/2020 à 07h51

Article réservé aux abonnés



Myriam Benraad est politologue, maîtresse de conférences en science politique et relations internationales, et chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (Iremam, CNRS). • IP3 PRESS/MAXPPP

Assistons-nous à un regain de la colère contre les Français dans le monde arabo-musulman ?

Ce regain de colère est surtout lié à la republication des caricatures de *Charlie Hebdo* et aux récents propos d'Emmanuel Macron dans son discours. Mais le ressentiment était préexistant. Le contexte actuel réactive des indignations qui se sont aujourd'hui transformées parfois en expressions de rage. Tout cela est favorisé par le fait que certains régimes ont opté pour la logique de l'escalade. Pourquoi ? À des fins opportunistes comme en Turquie, en Algérie ou au Maroc. Ces États n'ont pas d'intérêt, a priori, à voir se développer chez eux un discours intégriste ou fondamentaliste. Mais ils l'attisent quand même parce qu'ils ont compris que cela leur fournissait une légitimité sur la scène intérieure. Ils jouent la carte de la diabolisation de la France parce qu'ils font face eux-mêmes à une contestation sociale et politique interne importante.

“

Il faut s'attendre à ce que la France soit une cible de premier plan à l'avenir.

En Turquie, tout cela est également lié à l'opposition frontale de Recep Tayyip Erdogan à la France sur un certain nombre de dossiers. Au cours des derniers mois, celui-ci a ainsi systématiquement fait en sorte de contrecarrer les initiatives françaises en Libye, en Syrie, ou en Méditerranée orientale. Il faut donc s'attendre à ce que la France soit une cible de premier plan à l'avenir. On le voit avec l'attaque survenue dans la basilique Notre-Dame de Nice, ou bien celle du consulat de Djeddah en Arabie saoudite. Il y a un contexte d'escalade de la rancœur, du ressentiment qui va jouer contre la France. Et qui rehausse, aujourd'hui, le niveau de menace qui pèse sur le pays, ses citoyens, ses ressortissants et ses intérêts.

Quelles sont les raisons profondes de ce ressentiment qui semble s'exprimer depuis la colonisation jusqu'à nos jours ?

Il n'y a pas qu'une seule cause. Tout cela est très lié à l'histoire de la France dans la région, à son passé colonial. Mais ce passé est instrumentalisé, il sert d'argument pour attiser la rancœur. Derrière cela, il y a aussi le rôle que la France entend toujours jouer dans la région. Des puissances régionales comme l'Arabie saoudite ou la Turquie, qui ont pourtant un certain nombre d'intérêts communs avec la France, ne voient pas d'un bon œil son activisme diplomatique et militaire sur de nombreuses crises, comme en Syrie ou bien en Libye. Recep Tayyip Erdogan qualifie d'ailleurs la politique étrangère actuelle de la France de « néocolonialisme ».



Essayer de comprendre les racines de la violence ne veut pas dire la justifier.

Cette problématique coloniale et les nombreuses opérations françaises à l'étranger résonnent d'ailleurs fort dans l'esprit des assaillants djihadistes. Beaucoup de djihadistes français évoquent ainsi la guerre d'Algérie pour expliquer leur radicalisation. Ils vont se justifier en disant que la France a humilié leurs ancêtres et occupé leur pays. Mais nous avons aujourd'hui du mal, en France, à penser cela. Quand vous dites que la question coloniale ou postcoloniale joue un rôle dans la radicalisation des attaquants, on vous place tout de suite du mauvais côté de la lutte. Mais il faut aussi se donner les moyens d'analyser le phénomène. Essayer de comprendre les racines de la violence ne veut pas dire la justifier. La condamnation est nécessaire mais elle n'est pas suffisante.

Les Français savaient qu'ils pouvaient être des cibles des mouvements djihadistes. Ils se découvrent désormais détestés par la rue arabo-musulmane...

Depuis des années, les groupes djihadistes se servent de la publication des caricatures sur Mahomet par *Charlie Hebdo* pour légitimer leurs actions en France. Mais ils n'ont pas le monopole de l'indignation sur ces questions. On voit bien qu'il y a beaucoup de musulmans qui, même s'ils ne passeront pas à l'acte, ressentent aussi cette rancœur et ce ressentiment au sujet des caricatures. Ce qui renforce les djihadistes en retour puisque ceux-ci se disent qu'ils ont potentiellement un réservoir élargi de recrues, de sympathisants qui pourraient un jour passer à l'acte en leur nom. Ou pas d'ailleurs. Car si vous regardez le cas du jeune Tchétchène de Conflans-Sainte-Honorine, il semble que celui-ci ait agi au nom de sa propre rage.

Cette atmosphère de ressentiment peut-elle ainsi conduire d'autres personnes à passer à l'acte sur le territoire français ?

Plus les manifestations vont s'étendre, plus il y aura d'escalade dans le langage, plus la France campera sur ses positions et défendra la liberté d'expression ; ce qui est normal. Et plus certaines personnes estimeront alors que cela ne suffit pas de s'indigner et de manifester dans la rue. Dans ce contexte très tendu, ces personnes peuvent alors décider que, finalement, la violence est légitime. C'est ce qui s'est passé en Arabie saoudite et sans doute aussi à Nice.

La France a-t-elle pris la place du Grand Satan américain aux yeux des habitants de la région ?

Je n'irai pas jusqu'à dire cela, parce que les États-Unis restent honnis mais la France arrive désormais juste derrière, en bonne position. La publication des caricatures et le fait que celle-ci soit défendue publiquement par Emmanuel Macron a été comme la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, déjà chargé par le passé colonial et les ingérences françaises dans les affaires du monde musulman. Aux yeux des plus intégristes, des plus fondamentalistes, ces caricatures et surtout le soutien d'Emmanuel Macron à leur publication est la preuve, selon eux, que la France est devenue l'ennemi de l'Islam.

Comment désamorcer cette situation et revenir à des relations apaisées ?

Le problème, c'est que le gouvernement français va de nouveau faire monter en puissance la réponse sécuritaire. Sauf que cette dernière, si elle est nécessaire, ne va pas régler les crises à l'extérieur du pays. Surtout, elle ne peut pas se substituer à un travail sur l'éducation. Car nous avons aujourd'hui un vrai problème avec certains jeunes qui ont leur propre interprétation de l'histoire française, de son passé colonial et dont les idées vrillent complètement. On l'a bien vu après l'assassinat de Samuel Paty : les enseignants ont témoigné de leur désarroi, de leur sentiment d'inutilité. Ceux-ci tentent de transmettre un savoir à des élèves qui vont ensuite piocher n'importe quoi sur Internet. Tout cela est devenu systémique : nous vivons un grand désordre.

“

Les réseaux sociaux sont en train de détruire nos sociétés !

La priorité à mon sens est de réguler les réseaux sociaux. Le jeune Tchétchène de Conflans-Sainte-Honorine avait passé des jours à y

chercher une cible. La vidéo du parent d'élève qui a mené à l'assassinat de Samuel Paty, et dans laquelle celui-ci donne son nom, son adresse et son numéro de téléphone a été « likée » 40 000 fois ! 40 000 likes pour une vidéo qui est quasiment un appel au meurtre ! Et je suis presque certaine que nous allons découvrir que les réseaux sociaux ont joué un rôle dans l'attaque contre la basilique de Nice. Ce qui se passe chez nous est aussi vrai dans le monde arabo-musulman. Le chercheur irakien Hicham Al Hachemi, spécialiste des mouvements djihadistes a été assassiné en juillet dernier après une campagne de harcèlement sur Twitter. Le journaliste Jamal Khashoggi était harcelé en ligne depuis des mois avant son assassinat en octobre 2018. Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un point tel qu'il ne faut plus laisser le choix aux groupes qui détiennent ces réseaux sociaux : soit ils les régulent, soit il faut les couper. Je suis radicale sur ce point : les réseaux sociaux sont en train de détruire nos sociétés !

À lire : *Géopolitique de la colère. De la globalisation heureuse au grand courroux*, de Myriam Benraad, Le Cavalier bleu, 19 €.



GÉO POLITIQUE DE LA COLÈRE

De la globalisation heureuse
au grand courroux

Myriam Benraad

Le Cavalier Bleu
ÉDITIONS

Interview Anne Guion

Islamisme

Attentat

Nice

Turquie

Recep Tayyip Erdogan